

LA JOURNÉE DE DEUIL A DÉGÉNÉRÉ Émeutes à Constantine

La multitude d'appels à une journée de protestation à Constantine suite à la fin tragique de l'enlèvement des jeunes Brahim et Haroun a fini par provoquer l'irréparable dans la ville des ponts suspendus où de violentes émeutes ont éclaté hier.

Les appels qui ont envahi la Toile et les murs de la ville, appelant à une manifestation pacifique pour la sécurisation de nos cités pour les uns et à une grève générale pour le rétablissement de la peine de mort, voire même à la désobéissance civile pour les autres, n'ont pas fait réagir à temps les autorités qui se sont confinées dans un silence radio au moment où il fallait apaiser les esprits révoltés par ce qui vient de se passer.

Des voix s'étaient pourtant élevées pour attirer l'attention sur une possible instrumentalisation de cette affaire, notamment suite à la médiatisation démesurée de certains organes de presse dont une nouvelle chaîne de télévision basée à Constantine qui a diffusé en boucle les images atroces des deux corps des victimes, leur enterrement et la détresse de leurs familles.

Les pouvoirs publics n'ont réagi que par la mobilisation d'un maximum de renforts des services de l'ordre pour parer aux débordements éventuels.

Hier, les rares commerces qui avaient entamé leur journée de travail normalement ont fini par se rétracter avant 9 h du matin, craignant pour leurs biens tant le climat était manifestement pesant à travers un trafic fluide et inhabituel ainsi qu'une présence massive à tous les carrefours des forces de l'ordre. Une autre réaction pour le moins mystérieuse, celle des chefs d'établisse-

ments scolaires qui ont libéré les élèves dès 8 heures y compris ceux du cycle primaire, abandonnés pour certains après que leurs accompagnateurs furent partis.

Et c'est vers 9h du matin que les premiers groupes de jeunes, des lycéens et collégiens particulièrement, ont commencé à affluer vers le centre-ville, précisément devant le Pôle judiciaire régional sis à l'avenue Belouizdad. Un sit-in de quelques minutes était tenu sur place avant que la procession ne s'ébranle en direction du cabinet du wali de Constantine.

Les rangs des manifestants grossissaient au fur et à mesure de leur avancée avant que deux tentatives non musclées des services de l'ordre n'échouent à faire rebrousser les marcheurs qui tenaient au passage devant la résidence du wali scandant et improvisant divers slogans et chants. «Ya wazir koun ja waldek wach edir» («O ministre que ferais-tu si c'était ton fils») ou encore «goulouna wach darou» («qu'ont-ils fait pour mériter ce sort ?»).

Mais le plus souvent, c'est «l'exécution des deux criminels», qu'ils ont tenté de porter haut dans leur excitation. La marche se poursuivra, plus imposante, sans incident jusqu'au siège de la cour de Constantine. Sur place, les lycéens qui étaient aux premiers rangs n'avaient pratiquement plus de place et ont quitté pour la plupart la proces-



Photo : DR

Les manifestants s'en sont pris aux agents des brigades anti-émeutes.

sion avec le sentiment du devoir accompli alors qu'entre-temps des «leaders» improvisés ont pris le relais. Ils y demeureront près de deux heures sans heurts avec les policiers qui ceinturaient les lieux et qui avaient agi avec beaucoup de sagesse avec les manifestants surexcités et qui exigeaient une entrevue avec le procureur général.

Le président de la cour de Constantine a accédé à la demande et accepté de recevoir des représentants des manifestants qui ont désigné dans une confusion indescriptible, quatre délégués qui n'avaient, a priori, aucune disposition d'être de véritables porte-parole d'une revendication citoyenne.

Le ton s'exacerba davantage à leur sortie, puisque les garanties données par le président de la cour, y compris l'assurance

que la peine qui sera prononcée à l'encontre des deux criminels sera exécutée, n'ont pas convaincu les manifestants qui demandaient tantôt l'exécution immédiate des assassins de Brahim et Haroun, tantôt une exécution publique au stade Hamlaoui.

Sereins, les agents du service de l'ordre ne brancheront pas face aux multiples provocations dont les insultes obscènes proférées sans retenue et les jets de projectiles qui les ciblaient.

Une retenue qui a encouragé les manifestants à forcer le cordon de sécurité avant de s'en prendre aux agents des brigades anti-émeutes avec des jets de pierres, blessant plus d'une dizaine d'entre eux en les obligeant à se réfugier à l'intérieur du siège de la cour qu'ils tenteront de saccager. Un fourgon de police stationné tout près de la

bâtisse sera pris pour cible puis renversé par les émeutiers déchaînés.

Une tournure qui suscitera la réaction des agents des services de l'ordre qui ont usé de gaz lacrymogènes en poursuivant les manifestants visiblement décidés à en découdre avec tout ce qui représente l'Etat, fonctionnaires et édifices. Les émeutiers arracheront tout sur leur passage et tenteront à chaque fois de revenir à la charge.

Certains furent arrêtés et conduits au 10^e arrondissement de la Sûreté urbaine, mitoyenne du siège de la cour de Constantine. La nouvelle de ces affrontements s'était propagée en fin d'après-midi dans tout Constantine où des échauffourées étaient signalées à la cité Daksi et à Oued El Had, notamment.

K. G.

EN SIGNE DE SOLIDARITÉ AVEC LES FAMILLES DE HAROUN ET BRAHIM

Jour de deuil à la Nouvelle Ville Ali-Mendjeli

A la Nouvelle Ville Ali-Mendjeli, si aucun incident majeur n'a été signalé, il régnait néanmoins un climat de grande tension.

Les populations encore sous le choc se sont attroupées en petits groupes notamment le long du boulevard principal de la ville. Plongés dans des débats animés, les gens n'avaient pour discussions que l'affaire du meurtre des deux enfants et le châtimement devant être appliqué. Sur les lèvres des habitants, jeunes et moins jeunes, une seule réplique : «Pendrez les assassins.» Ils voulaient marcher jusqu'au lieu de résidence des familles des deux enfants, à l'Unité de voisinage 18 pour leur exprimer leur solidarité. Finalement, la marche n'a pas eu lieu par respect aux familles, qui à travers des affiches placardées hier se sont démarquées «de tout acte de vandalisme ou de saccage». Elles y ont exhorté, également, les populations «de ne pas faire de marche pour barrer la route aux "agitateurs" qui veulent exploiter la mort de Brahim et Haroun.

A Ali-Menjeli, on signale même que des personnes malintentionnées ont tenté de soudoyer les gens en les poussant à marcher. Leur objectif, connu par tous : s'attaquer aux biens publics et privés.

A l'Unité de voisinage 18, une foule nombreuse était toujours présente sur les lieux. Des anonymes, venus des quatre coins du pays, continuent d'affluer à la maison des parents endeuillés.

Tous sont venus exprimer leur sympathie aux familles et leur soutien dans cette épouvantable épreuve. Des signes de solidarité et de mobilisation que les Constantinois n'ont pas vus depuis longtemps.

Par ailleurs, des jeunes rassemblés devant le domicile mortuaire qui voulaient marcher ont été priés par des proches des deux familles de ne pas le faire. Ils finiront par observer sur place un sit-in en brandissant des pancartes et des banderoles appelant à la pendaison des assassins.

Notons que toute la ville nouvelle était hier paralysée. Commerçants et administrations publiques ont cessé toutes activités commerciales et professionnelles durant toute la journée en réponse à l'appel des familles des victimes d'observer une journée de deuil.

Farid Benzaid

LE PROCÈS DE ISLAM KHOUALED S'OUVRIRA DEMAIN À AGADIR

La famille dénonce l'instrumentalisation de l'affaire

Journée décisive demain pour Islam Khoualed. Le jeune garçon de 14 ans comparaitra devant le tribunal d'Agadir. Il est accusé d'«outrage public à la pudeur». Ses avocats affinent leur stratégie de défense. Le père de Islam appelle à l'instauration d'un climat serein afin d'éviter que l'affaire ne sorte de son cadre strictement judiciaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Stressé mais assez confiant, Azzedine Khoualed, le père de Islam, dit s'attendre à une issue plutôt favorable du procès.

Joint au téléphone hier, il a plaidé pour une non-instrumentalisation de l'affaire, affirmant que les attaques qu'elles viennent d'Algérie ou du Maroc risquent de porter préjudice à son fils. Azzedine Khoualed considère qu'il ne serait pas juste que cette affaire strictement judiciaire soit utilisée par certaines parties pour porter atteinte aux deux pays. «Je veux passer un message : que ceux qui veulent régler des problèmes n'ayant aucun lien avec cette histoire cessent de le faire. Cela risque de se retourner contre mon fils», dit-il, affirmant que le processus judiciaire suivait son cours normalement. Interrogé au sujet de l'état de son fils, placé en déten-

tion au centre de protection de l'enfance à Agadir depuis le 11 février, Azzedine Khoualed répond que Islam est détenu dans des conditions acceptables et ne subit aucune maltraitance.

Il est cependant psychologiquement atteint, sa mère lui manque et il a hâte de rentrer chez lui.

Un vœu qui ne se réalisera qu'après le passage devant le juge. Islam et sa famille sont soutenus par des avocats ayant fait le déplacement depuis Alger et un avocat marocain désigné par le consulat.

Le collectif d'avocats avait demandé une première fois le report du procès pour pouvoir s'enquérir des éléments à charge et préparer la riposte. Le dossier est, dit-on, vide et ne contient aucun document pouvant accabler Islam. Le jeune garçon est poursuivi en vertu de

l'article 483 du code pénal qui stipule que «quiconque, par son état de nudité volontaire ou par l'obscénité de ses gestes ou de ses actes, commet un outrage public à la pudeur est puni de l'emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 120 à 500 dirhams.

L'outrage est considéré comme public dès que le fait qui le constitue a été commis en présence d'un ou plusieurs témoins involontaires ou mineurs de dix-huit ans, ou dans un lieu accessible aux regards du public».

A l'origine de son arrestation, la plainte des parents d'un jeune athlète marocain. Une plainte qui fait suite à un jeu entre les deux enfants qui se sont amusés à baisser le pantalon l'un de l'autre sans qu'il n'y ait jamais eu intention ni d'attouchements ni de viol.

L'affaire a pris des proportions surdimensionnées. Aussi bien au Maroc qu'en Algérie, des considérations politiques ont pris le dessus au moment où les parents du jeune Islam n'attendent que la délivrance pour leur fils.

N. I.